

Arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique

Relatif à la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

LE PRESIDENT DE GRAND COGNAC,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-41 et R153-8 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-3 à L.123-5 et L.123-9 à L.123-15 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2025 portant modification de la décision institutive de Grand Cognac ;

Vu la délibération du conseil communautaire, en date du 9 juillet 2015, portant transfert de la compétence PLU à la communauté de communes de Grand Cognac ;

Vu la délibération 2024/119 du conseil communautaire en date du 25 avril 2024 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grand Cognac et abrogeant les cartes communales en vigueur ;

Vu la délibération 2025/389 du conseil communautaire en date du 10 décembre 2025 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grand Cognac ;

VU le procès-verbal en date du 9 avril 2026 portant élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau,

VU la délibération D2026_66 en date du 9 avril 2026 relative à la délégation de pouvoirs consentie au président par le conseil communautaire ;

Vu l'arrêté n°2025-141 en date du 21 novembre 2025 du président de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac prescrivant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu les avis émis par les Personnes Publiques Associées (PPA), consultées sur le projet de modification de droit commun n°1 du PLUi, annexés au dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) sur le projet de modification de droit commun n°1 du PLUi, annexé au dossier d'enquête publique ;

Vu la décision n°E26000009/86 du Président du tribunal administratif de Poitiers, en date du 03 février 2026, désignant la commissaire enquêteure titulaire, la commissaire enquêteure suppléante et précisant l'objet de l'enquête publique ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grand Cognac en vigueur ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique.

HÔTEL DE COMMUNAUTÉ

6 rue de Valdepeñas CS 10216 ♦ 16111 Cognac Cedex

tél. 05 45 36 64 30 ♦ contact@grand-cognac.fr

♦ www.grand-cognac.fr

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet et dates de l'enquête publique

Il sera procédé à une enquête publique portant sur la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grand Cognac **du mardi 19 mai 2026 à 9h00 au vendredi 19 juin 2026 à 17h00 inclus**, soit pendant trente-deux (32) jours consécutifs, sous la responsabilité de Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, agissant en qualité d'autorité compétente, à qui toutes informations sur le dossier pourront être demandées.

L'objet de la modification :

- Créer dix emplacements réservés (ER),
- Supprimer trois emplacements réservés (ER),
- Créer seize Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL),
- Modifier deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL),
- Agrandir deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL),
- Ajouter une protection de type Espace Boisé Classé (EBC),
- Procéder à un ajustement du règlement graphique afin de changer le zonage au sein d'une zone Ue,
- Ajouter un changement de destination dans le respect des critères définis dans le PLUi,
- Agrandir un tramage carrière.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine a rendu son avis conforme le 13 mars 2026, en précisant l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac.

ARTICLE 2 : Commissaire enquêteur

Par décision n°E26000009/86, en date du 03 février 2026, le président du tribunal administratif de Poitiers a désigné Madame Paulette MICHEL, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Michèle AMBAUD en qualité de commissaire enquêteur suppléante.

ARTICLE 3 : Accès au dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 1^{er} ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, seront tenus à la disposition du public au format papier :

- Le dossier complet du projet de modification de droit commun n°1 au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac (siège de l'enquête publique), situé 6 rue de Valdepeñas à Cognac, ainsi que dans les mairies de Jarnac, Châteauneuf-sur-Charente et Segonzac. Le dossier pourra être consulté sur un poste informatique mis à disposition au siège de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac.

AR Prefecture

016-200070514-20260416-ARR_2026_32-AR
Reçu le 16/04/2026
Publié le 16/04/2026

- Les registres d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commissaire enquêteure, dans les communes de Jarnac, Châteauneuf-sur-Charente, Segonzac et ainsi qu'au siège de Grand Cognac.
- Le dossier sera également consultable en intégralité en version numérique sur le site internet de Grand Cognac : <https://www.grand-cognac.fr>

Chaque personne du public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique.

ARTICLE 4 : Recueil des observations

Des observations ou propositions du public pourront être consignées :

- soit sur les registres papier mentionnés à l'article 3 et mis à disposition dans les mairies de Jarnac, Châteauneuf-sur-Charente, Segonzac et ainsi qu'au siège de Grand Cognac,
- soit par courrier électronique envoyé à mdc1-grand-cognac@grand-cognac.fr
- soit par courrier adressé par voie postale à l'adresse suivante :

Madame la commissaire enquêteure, Paulette MICHEL
Hôtel de Communauté – Grand Cognac Communauté d'agglomération
6, rue de Valdepeñas - CS 10216
16111 COGNAC

Ces observations seront reçues uniquement durant la période définie à l'article 1, **soit du mardi 19 mai 2026 à 9h00 au vendredi 19 juin à 17h00 inclus**.

Toutes les contributions écrites du public remises à la commissaire enquêteure lors des permanences ou adressées par voie postale ou par voie dématérialisée seront disponibles au siège de Grand Cognac, siège de l'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication d'extraits du dossier d'enquête publique sur demande écrite auprès de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, dès la publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête publique.

Pour être recevables, toutes les contributions devront être reçues **avant la clôture de l'enquête publique, soit le vendredi 19 juin à 17h00 précises**.

ARTICLE 5 : Permanences de la commissaire enquêteure

La commissaire enquêteure se tiendra à la disposition du public, sans rendez-vous, pour recevoir ses observations et propositions écrites ou orales lors des permanences qui se tiendront aux dates, heures et lieux suivants :



AR Prefecture

016-200070514-20260416-ARR_2026_32-AR
Reçu le 16/04/2026
Publié le 16/04/2026

- **Mardi 19 mai 2026 de 9h00 à 12h00 au siège de la Communauté d'agglomération**
- **Mercredi 27 mai 2026 de 14h00 à 17h00 à la mairie de Jarnac**
- **Lundi 1^{er} juin 2026 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Segonzac**
- **Jeudi 11 juin 2026 de 14h00 à 17h00 à la mairie de Châteauneuf-sur-Charente**
- **Vendredi 19 juin 2026 de 14h00 à 17h00 au siège de la Communauté d'agglomération**

Chaque participant pourra se rendre indifféremment à l'une des cinq permanences physiques, indépendamment de la commune concernée par la demande.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité et contact

Un avis au public faisant connaître les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique et ses modalités sera publié, en caractères apparents, quinze (15) jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit (8) premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés à l'ensemble du département de la Charente.

Les avis témoins de ces insertions seront joints dans leur intégralité, dès réception, au dossier d'enquête publique accessible sur le site internet de Grand-Cognac (<https://www.grand-cognac.fr>) ainsi que dans les communes de Jarnac, Châteauneuf sur Charente et Segonzac.

Cet avis sera affiché au siège de Grand-Cognac et sur les panneaux d'affichage des communes concernées par la modification de droit commun n°1 du PLUi, quinze (15) jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée en un lieu accessible au public en tout temps.

Il sera également publié par tous autres procédés en usage à Grand Cognac et dans l'ensemble des communes concernées.

Le présent arrêté et l'avis d'enquête publique seront également publiés sur le site internet de l'Agglomération de Grand Cognac.

ARTICLE 7 : Prolongation de l'enquête publique

Par décision motivée, la commissaire enquêteuse pourra prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze (15) jours, notamment si elle décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Le public en sera informé au plus tard à la date initialement prévue pour la fin de l'enquête, soit le 19 juin 2026.

ARTICLE 8 : Suspension de l'enquête publique

Pendant l'enquête publique, s'il est jugé nécessaire d'apporter au dossier soumis à enquête des modifications substantielles, le Président de la Communauté d'agglomération de Grand Cognac pourra, après avoir entendu la commissaire enquêteuse, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six (6) mois.



A l'issue de ce délai et après que le public aura été informé des modifications apportées, l'enquête sera prolongée d'une durée d'au moins trente (30) jours.

Elle fera l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation et d'une nouvelle publicité.

Le dossier d'enquête initial sera complété dans ses différents éléments et comprendra notamment une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet initialement soumis à enquête.

ARTICLE 9 : Rapport et conclusions de l'enquête publique

A l'expiration du délai d'enquête indiqué à l'article 1^{er}, le président de Grand Cognac transmettra sans délai à la commissaire enquêteure le dossier et les registres assortis, le cas échéant, des documents annexés par le public.

Les registres seront clos et signés par la commissaire enquêteure.

Dès réception de l'ensemble des registres et des documents annexés, la commissaire enquêteure rencontrera, dans la huitaine, le président ou son représentant et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le président disposera alors d'un délai de quinze (15) jours pour produire ses observations éventuelles sous forme de mémoire en réponse.

La commissaire enquêteure disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête pour établir un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies.

Elle consignera également dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont « favorables », « favorables sous réserves » ou « défavorables ».

Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande de la commissaire enquêteur à Grand Cognac pour organiser l'enquête, après avis du président.

Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Poitiers.

Le rapport et les conclusions de l'enquête publique seront tenus à disposition du public au siège de Grand-Cognac, ainsi que dans les communes de Jarnac, Châteauneuf sur Charente, Segonzac et sur le site internet de Grand-Cognac (<https://www.grand-cognac.fr>) pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 10 : Suites données à l'enquête publique

Approbation de la modification de droit commun n°1 du PLUi par le conseil communautaire

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du PLUi éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et consultées, des communes membres concernées, des observations du public et des conclusions motivées F/F-R/D de la commissaire enquêteure, sera soumis au conseil communautaire pour approbation.

AR Prefecture

016-200070514-20260416-ARR_2026_32-AR
Reçu le 16/04/2026
Publié le 16/04/2026

ARTICLE 11 : Notification

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le préfet de la Charente,
- Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac,
- Monsieur le président du tribunal administratif de Poitiers,
- Madame la commissaire enquêteuse titulaire,
- Madame la commissaire enquêteuse suppléante,
- Mesdames, Messieurs les maires des 54 communes membres de Grand-Cognac.

ARTICLE 12 : Compétences pour conduire la procédure et répondre aux demandes d'information

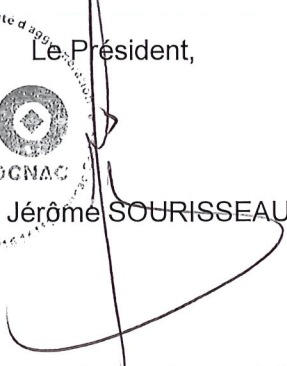
Le Président de Grand-Cognac est autorisé à conduire la procédure conformément aux statuts de la Communauté d'agglomération, notamment pour la compétence en matière de « élaboration et évolution du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ».


Les informations relatives à cette enquête publique unique peuvent être demandées auprès du service urbanisme de Grand-Cognac.

ARTICLE 13 : Voies de recours

Cet arrêté, une fois affiché et transmis au contrôle de légalité, peut être contesté, par écrit, dans un délai de deux (2) mois, soit par recours gracieux auprès du Président de Grand-Cognac Communauté d'agglomération, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers (Hôtel Gilbert - 14, rue de Blossac – CS 80541 - 86000 Poitiers – 05 49 60 79 19)

A Cognac, le 16 avril 2026

Le Président,

Jérôme SOURISSEAU



The logo of Grand-Cognac Communauté d'agglomération is circular with the text 'Grand-Cognac Communauté d'agglomération' around the perimeter and 'GRAND-COGNAC' in the center. It features a stylized 'XCO' symbol.

Le président certifie que le présent arrêté est exécutoire de plein droit, transmis au représentant de l'Etat et publié à la date du visa. (Art. L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales). La présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter son entrée en vigueur.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Grand Cognac dans le même délai.

